

LE FAIT DU JOUR

CRISE DU CORONAVIRUS

Rouvrir les écoles, MISSION IMPOSSIBLE?

La reprise progressive des cours à partir du 11 mai, esquissée hier par le ministre de l'Éducation, s'avère un vrai casse-tête. C'est une question qui divise profs, parents... et même élèves.

PAR FRÉDÉRIC MOUCHON

D'UN CÔTÉ, un tableau noir qu'aucune craie n'a parcouru depuis plus d'un mois. De l'autre, une page blanche sur le bureau du ministre de l'Éducation nationale. Avec cette consigne qui tient en sept mots : retour à l'école le 11 mai. Entre les deux, des millions d'élèves, de parents et d'enseignants qui se demandent dans quelles conditions les cours vont reprendre alors que l'épidémie de Covid-19 continue à faire des morts en France. Jean-Michel Blanquer a esquissé hier les « grands principes » de cette reprise progressive qui s'étalera sur trois semaines.

La première semaine, celle du 11 mai, concernera les écoliers de grande section de maternelle, de CP et de CM 2. La deuxième semaine : place aux 6^{es}, 3^{es}, 1^{res} et terminale ainsi qu'aux ateliers industriels en lycée professionnel. Avant une reprise pour tous la troisième semaine, avec des groupes ne dépassant pas 15 élèves. Une vraie gageure quand on sait que certaines classes en comptent parfois jusqu'à 40 et que des centaines de jeunes se croisent à la récré.

Jean-Michel Blanquer a évoqué la possibilité d'accueil en demi-groupe, de continuer à travailler « à distance » pour d'autres élèves, d'aller à l'étude

« si la configuration de l'établissement le permet » ou de pratiquer une activité sportive ou « d'éveil » si la commune est en mesure d'en mettre en place. Si, si... L'ordre de mission rédigé par le président de la République à l'attention de son ministre de l'Éducation compte tellement de points d'interrogation que ce qu'il annonce s'apparente pour l'heure à une mission impossible.

« Il y aura beaucoup de souplesse locale »

« J'ai l'impression que ce retour à l'école a été aussi réfléchi que le vote du premier tour des municipales, tacle Françoise Popineau, porte-parole du Syndicat national unitaire des instituteurs et professeurs des écoles (Snuipp). On va ouvrir les portes des établissements sans réelle possibilité de distanciation. On nous dit pas plus de 15 élèves par classe mais tout dépend de la surface de la salle. Quid des parents qui vont s'agglutiner aux grilles pour venir chercher leurs petits ? Et si quelqu'un tombe malade, faudra-t-il confiner toute l'école ? »

« Il y aura beaucoup de souplesse locale, répond Blanquer. On peut imaginer que, dans certains endroits, le confinement soit maintenu. » Sur le terrain, les chefs d'établissement réfléchissent déjà à des

scénarios au cas par cas. Classes divisées en deux, récréations remplacées par des pauses lecture, pique-nique au lieu du self-service, masques et gel hydroalcoolique pour tous... « Chacun a en tête des idées pour accueillir au mieux les élèves, mais ce ne sont que des pièces de puzzle, souligne Philippe Sauzedde, principal à Blois (Loir-et-Cher). Reste à savoir quelles pièces on conservera dans le puzzle final que va nous proposer le ministre de l'Éducation. »

Au-delà de l'aspect pédagogique, la crainte de la contamination effraie. « Certains parents sont très angoissés,

constate Hubert Salaün, porte-parole de la PEEP, l'une des principales associations de parents d'élèves. Ils se demandent comment ça va se passer quand leurs enfants vont se croiser dans les couloirs, lorsqu'ils iront aux toilettes ou qu'ils prendront le car. »

« Avant que l'on ne rouvre, il faudrait qu'une commission passe dans chaque établissement pour déterminer si les règles de sécurité sanitaires sont bonnes et si on ne risque pas de mettre qui que ce soit en danger », suggère Lysiane Gervais, proviseure et secrétaire nationale du Syndicat national des personnels de direc-



tion de l'Education nationale. Le ministre a assuré qu'un « protocole sanitaire » serait établi, avec, par exemple, une doctrine sur la nécessité de faire des tests ou de porter des masques. Si les conditions n'étaient pas respectées, il a promis que l'établissement « ne rouvrirait pas ».

Le retour physique à l'école pas obligatoire

Un argument qui ne convainc pas Yohan. Elève en terminale à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), l'ado ne compte pas retourner en cours. « Ce sera sans moi, fulmine-t-il. On nous envoie au lycée dans des lieux confinés où on aura plus de risques de contracter le virus et de le transmettre à nos proches. Beaucoup de nos voisins européens ont reporté la rentrée en septembre. Pourquoi pas nous ? »

Face à l'inquiétude croissante, Jean-Michel Blanquer a précisé que si une famille ne voulait pas envoyer son enfant à l'école, ce serait possible. Mais dans ce cas, il aura l'obligation de suivre l'enseignement à distance. « Si le virus ne disparaît pas cet été, il faudra bien tirer les leçons de cet exercice grandeur nature de reprise des cours, estime Hubert Salaün. Car la rentrée de septembre pourrait bien ressembler à celle du 11 mai. »

À QUOI pourrait ressembler une journée d'école après deux mois de confinement et alors que l'épidémie continue ? Les chefs d'établissements et les profs n'ont pas attendu les annonces de Jean-Michel Blanquer, hier, pour engager la réflexion sur la « seconde » rentrée scolaire de cette année hors norme. Voici les grandes tendances qui se dégagent.

■ **Une semaine sur deux, ou matin et après-midi**

C'est ce vers quoi la plupart des établissements planchent. Pour respecter les mesures de distanciation, ils devraient scinder en deux les classes et le volume horaire de chaque élève. C'est ce à quoi réfléchit Radouane M'Hamdi, principal du collège Evariste-Galois à Sevran (Seine-Saint-Denis). Pour simplifier, 50 % des élèves d'une classe pourraient venir le matin et effectuer quatre heures de cours (deux fois deux heures), avant de rentrer chez eux pour travailler à distance l'après-midi. Ils laisseraient ainsi la place à l'autre moitié de leurs camarades. Principal d'un collège à Blois (Loir-et-Cher), Philippe Sauzedde a déjà imaginé des « emplois du temps tournants ». « Une moitié de la classe vient travailler le lundi

LA JOURNÉE TYPE en classe à partir du 11 mai



et le jeudi ; l'autre, le mardi et le vendredi. »

Olivier Flipo, directeur d'une école élémentaire de 260 élèves à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), voit plutôt un fonctionnement à la semaine. « Si l'on fonctionnait par demi-journée, ce serait compliqué pour les parents de s'organiser, estime l'enseignant. Mon idée serait plutôt d'accueillir, la semaine A, dix enfants d'une classe ayant à peu près les mêmes compétences, et la semaine B, dix autres enfants de la même classe. »

■ Plus d'élèves en rang

La fameuse distanciation est « le » problème qui préoccupe le plus les enseignants. Stéphane Grulet, maître en classe de CE 1 à Charleville-Mézières (Ardennes) : « Mon souci est plus sanitaire que pédagogique. J'ai une classe minuscule et même réduite à 15 élèves, on ne pourra pas y respecter la distance de sécurité. Il faudra peut-être improviser en investissant les couloirs. » Terminés aussi les rassemblements en rang deux par deux avant d'entrer en classe. Radouane M'Hamdi évoque également « des nouvelles règles d'accès aux sanitaires qu'il faudra exposer aux élèves » pour respecter les distances sociales.

■ Des récréés totalement nouvelles

« On ne pourra pas avoir tous nos élèves en même temps en récréation », souligne Olivier Flipo. Dans son collège de Blois, Philippe Sauzedde a imaginé des temps de récréation et d'entrée au collège différents : « Les 6^{es} et 4^{es} pourraient commencer le matin à 8 heures, les 5^{es} et 3^{es} à 9 heures avec pour chaque niveau des heures de pause différentes. L'idée est d'avoir moins d'élèves à surveiller dans la cour pour contrôler qu'ils respectent bien les gestes barrière. On pourrait imaginer de transformer certaines récréés en quart d'heure de lecture. »

A la grille d'entrée, le principal envisage un système de pastille immédiatement reconnaissable sur le cahier de correspondance par le surveillant. « Une pastille rouge, vous êtes dans le groupe qui rentre à 8 heures, une pastille verte, celui qui doit rentrer à 9 heures. » A Paris, une directrice d'école a déjà prévu d'organiser « quatre récréations différentes » pour son école.

■ Des masques pour tout le monde ?

Les responsables d'établissements ne sont pas hostiles au port du masque, mais les modalités de sa mise en œuvre

interrogent. Dans son établissement, Lysiane Gervais, proviseure d'un lycée dans l'académie de Bordeaux, compte en temps normal 1 200 élèves. « Même réduits à 600 élèves par jour, les couloirs sont étroits, les élèves seront à touche-touche et s'il y en a un qui a le virus, il se répandra comme une traînée de poudre. » D'où ce souhait de fournir un masque à chacun. « Comme il faut changer les masques toutes les quatre heures, on a calculé qu'il nous en faudrait au moins 2 500 par jour pour les élèves et le personnel. » « Je ne vois pas comment on pourra imposer le port du masque aux élèves les plus petits », s'interroge de son côté Olivier Flipo.

■ A midi, cantine ou pique-nique

« Qui dit self-service dit densité, donc promiscuité, souligne Philippe Sauzedde, qui compte 140 demi-pensionnaires et seulement 9 agents pour gérer le fonctionnement de l'établissement hors scolarité. Pour les collèges qui le pourront, il faudra établir des gestes barrière à l'entrée, comme on le fait quand on va chercher le pain à la boulangerie. Mais pour ceux qui n'auront pas les locaux adaptés ou pas suffisamment de

personnel pour gérer la cantine, les élèves devront peut-être amener leur propre pique-nique.»

■ **On ne change pas de classe**

C'est le scénario qui fait l'unanimité au collège et au lycée. « Pour éviter que les élèves se déplacent d'une classe à l'autre entre chaque cours, ce serait plutôt aux profs de le faire », estime le principal de collège Philippe Sauzedde. « On peut en effet imaginer que les élèves ne changent plus de salle et qu'une désinfection ait lieu une fois par jour à la mi-journée quand les élèves ne viennent que le matin ou l'après-midi », renchérit Radouane M'Hamdi.

■ **Les décrocheurs prioritaires, du sport... les autres pistes**

Certains responsables ont imaginé de faire rentrer en priorité les élèves décrocheurs. « Nous avons pensé à cela pour les élèves de terminale dont les notes au contrôle continu se situent entre 8 et 10 », reconnaît Lysiane Gervais. « Privilégier l'accueil des décrocheurs en classe peut sembler une bonne idée, mais c'est très stigmatisant et les élèves concernés pourraient le ressentir comme une punition », souligne Philippe Sauzedde. Parmi les autres idées pour le retour progressif à l'école, il existe la possibilité que les élèves passent une partie des journées dans une activité sportive ou « d'éveil », si la commune est en mesure d'en mettre en place.

F.M. ET F.G. (AVEC D.S.)



Le retour à l'école va s'étaler sur trois semaines à compter du 11 mai, selon les niveaux, les groupes ne dépassant pas 15 élèves par classe.